



# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Égalité – Fraternité

## VILLE DE TAVERNY

### DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 155-2025-RH05

SÉANCE EN DATE DU 13 NOVEMBRE 2025

#### AVENANT MODIFIANT LE PROTOCOLE D'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS DE LA VILLE DE TAVERNY

L'an deux mille vingt cinq, le 13 novembre à 20h00, le Conseil municipal de la commune de Taverny dûment convoqué par Madame le Maire le 6 novembre 2025, s'est assemblé, au lieu ordinaire de ses séances en Salle du Conseil Municipal - Place du Marché Neuf, sous la présidence de Madame Florence PORTELLI, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 35

#### MEMBRES PRÉSENTS :

- Mme PORTELLI Florence, Maire ;
- Mme FAIDHERBE Carole, M. KOWBASIUK Nicolas, M. CLÉMENT François, M. GASSENBACH Gilles, Mme CARRÉ Véronique, M. DO AMARAL Philippe, Mme KIEFFER Corinne, M. BOUSSAC Paul-Louis, Adjoints au Maire ;
- M. BAGHDAOUI Mahdjoub, M. MASSI Jean-Claude, Mme BOUIZEM Rabia, M. LELOUP Michel, M. ARÈS Philippe, Mme PASINI Anna, Mme EL ATALLATI Fatima, Mme TAVARÈS DE FIGUEIREDO Alice, Mme DA SILVA Céline, Mme GRELLIER Isabelle, Mme PICHON Laurianne, Mme LEFEVRES Estelle, M. POVERT Raphaël, M. KOURIS Patrick, M. LAMARCA Baptiste, M. MAUGIS Paul, Mme BAETA Yolande, M. COTTINET Thomas, Mme MEZIANI Bilinda, M. LE ROUX Cédric, formant la majorité des membres en exercice.

#### MEMBRES REPRÉSENTÉS :

- Mme BOISSEAU-STAL Laetitia par Mme CARRÉ Véronique
- Mme PRÉVOT Vannina par Mme PORTELLI Florence
- M. SANTI Elie par M. GASSENBACH Gilles
- Mme THOREAU Catherine par Mme MEZIANI Bilinda
- M. CHARTIER Franck par M. COTTINET Thomas

*Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur*

095-219506078-20251113-6157-DE-1-1

*Réception en sous-préfecture le : 14 novembre 2025*

*Publication le : 14 novembre 2025*

## **MEMBRE ABSENT NON REPRÉSENTÉ :**

- M. SIMONNOT Alexandre.

Monsieur François CLÉMENT a été élu secrétaire de séance, conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil municipal,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code général de la fonction publique,

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L.423-1 et L.423-2, D.423-5 à D.423-13, R.422-1 à R.422-21,

**Vu** le code du travail et, notamment, les articles L.3131-1, L.3132-1 et L.3132-2,

**Vu** la directive européenne n° 93/104/CE du Conseil du 23 novembre 1993 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail,

**Vu** la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail,

**Vu** la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale,

**Vu** la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 modifiée relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées,

**Vu** la loi n° 2005-706 du 27 juin 2005 relative aux assistants maternels et aux assistants familiaux,

**Vu** la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

**Vu** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

**Vu** le décret n° 94-909 du 14 octobre 1994 relatif aux assistants maternels et assistantes maternelles employés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics,

**Vu** le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature,

**Vu** le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

**Vu** le décret n° 2002-634 du 30 avril 2002 portant création du compte épargne temps dans la fonction publique de l'État,

**Vu** le décret n° 2004-1136 du 21 octobre 2004 relatif au code de l'Action Sociale et des Familles,

**Vu** le décret n° 2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques,

**Vu** le décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018 publié au Journal officiel du 29 décembre 2018, relatif à la conservation des droits à congés acquis au titre d'un compte épargne-temps en cas de mobilité des agents dans la fonction publique et transposant à la Fonction Publique Territoriale, l'arrêté du 28 novembre 2018 publié au Journal officiel du 1<sup>er</sup> décembre 2018,

**Vu** la délibération du 19 juin 1970 portant création d'une 5<sup>ème</sup> semaine de congés payés,

**Vu** la délibération n° 2001-11DRH02 du 3 décembre 2001 portant aménagement du temps de travail à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002,

**Vu** la délibération n° 2004-12DRH01 du 17 décembre 2004 instituant la journée de solidarité,

**Vu** la délibération n° 2010-09DRH01 du 17 décembre 2010 fixant les modalités du Compte Épargne Temps,

**Vu** la délibération n° 181-2017-SC02 du 14 décembre 2017 portant approbation de l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles primaires publiques de la ville de Taverny à compter de la rentrée scolaire 2018,

**Vu** la délibération n° 21-2018-SC01 du 22 mars 2018 portant organisation des temps d'accueils péri et extra-scolaires de la ville de Taverny à partir de la rentrée de septembre 2018,

**Vu** la délibération n° 66-2018-SC03 du 28 juin 2018 portant approbation de la charte de collaboration Ville-Éducation nationale relative aux rôles et missions des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles de la ville de Taverny,

**Vu** la délibération n° 107-2018-RH02 du 27 septembre 2018 portant autorisation de signature d'une convention de mise à disposition d'un agent du Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région d'Île-de-France pour une mission de conseil en organisation et ressources humaines,

**Vu** la délibération n° 137-2018-RH06 en date du 15 novembre 2018 portant précisions et modifications du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP),

**Vu** la délibération n° 162-2019-RH01 du 19 décembre 2019 relative à l'aménagement du temps de travail des agents de la ville de Taverny, approuvant le protocole ARTT,

**Vu** la délibération n° 163-2019-RH02 du 19 décembre 2019 fixant les modalités du compte épargne temps,

**Vu** la délibération n° 103-2023-RH09 du 22 juin 2023 relative à l'avenant modifiant le protocole d'aménagement du temps de travail des agents de la ville de Taverny,

**Vu** la délibération n° 169-2023-RH04 du 16 novembre 2023 relative à l'avenant modifiant le protocole d'aménagement du temps de travail des agents de la ville de Taverny,

**Vu** la délibération n° 090-2024-RH11 du 20 juin 2024 relative à l'avenant modifiant le protocole d'aménagement du temps de travail des agents de la ville de Taverny,

**Vu** la délibération n° 194-2024-RH 11 du 11 décembre 2024 relative à l'avenant modifiant le protocole d'aménagement du temps de travail des agents de la ville de Taverny,

**Vu** la délibération n° 091-2025-RH09 du 26 juin 2025 relative à l'avenant modifiant le protocole d'aménagement du temps de travail des agents de la ville de Taverny,

**Vu** la délibération n° 134-2025-RH22 du 25 septembre 2025 relative à l'avenant modifiant le protocole d'aménagement du temps de travail des agents de la ville de Taverny,

**Vu** l'arrêté du 8 juillet 2010 relatif à la mise en œuvre du CET au sein de l'administration centrale du ministère chargé de l'éducation nationale et du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi qu'au sein des organismes qui leur sont rattachés,

**Vu** l'arrêté du 28 août 2009 pris pour l'application du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 modifié portant création du compte épargne temps dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature,

**Vu** le contrat de solidarité en date du 29 avril 1982 intervenu entre la ville de Taverny, la Préfecture du Val d'Oise et le Ministère chargé de la Fonction Publique et des Réformes administratives,

**Vu** l'avenant n° 1 au contrat de solidarité en date du 10 novembre 1983,

**Considérant** la circulaire n° 10-007135-D du 31 mai 2010 relative à la réforme du compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale ;

**Considérant** la circulaire n° NOR MFPF1202031C relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, fixant notamment la règle de réduction du droit à l'acquisition de jours ARTT en conséquence d'un congé pour raison de santé ;

**Considérant** la circulaire n° NOR : RDFF1710891C du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique ;

**Considérant** le rapport du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale sur le temps de travail dans la fonction publique paru en mai 2016, établi par son Président, M. Philippe Laurent ;

**Considérant** que la délibération n° 162-2019-RH01 du 19 décembre 2019 a fixé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, le temps de travail annuel des agents communaux à 1607 heures et a fixé les conditions d'application de l'aménagement du temps de travail dans le protocole définitif ARTT ainsi que les conditions d'application de l'aménagement du temps de travail ;

**Considérant** qu'il est nécessaire au regard de de l'organisation des services de la collectivité d'apporter des modifications, compléments et suppressions, au protocole pour y introduire ces nouveaux éléments ;

**Considérant** qu'il est nécessaire au regard de l'évolution de l'organisation des services de la collectivité d'apporter des modifications au protocole pour y introduire ces nouveaux éléments ;

**Considérant** qu'au sein de la Direction de la Jeunesse et vivre ensemble, le service Information jeunesse intègre la structure « la Maison de la Jeunesse » ;

**Considérant** qu'afin de garantir une égalité d'accès à tous, l'ensemble des services et des activités proposées au sein de la structure sont accessibles sans condition d'adhésion, ni participation financière ;

**Considérant** que les jeunes peuvent ainsi bénéficier, en toute autonomie ou avec l'appui de l'équipe, d'une palette d'espaces et de ressources complémentaires ;

Parmi eux, on retrouve :

- ✓ un espace Information Jeunesse, labellisé IJ, dédié à l'orientation, à l'emploi, à la vie quotidienne ou encore à la mobilité,
- ✓ un espace détente, pensé pour favoriser les échanges informels et le lien social entre jeunes,
- ✓ un espace cuisine, ouvert entre midi et deux, il permettra aux jeunes de se restaurer dans un lieu équipé et en sécurité tout au long de l'année,
- ✓ un espace informatique, permettant l'accès à Internet, la réalisation de démarches administratives ou la recherche de stages et d'emplois,
- ✓ un espace extérieur aménagé, propice aux activités de plein air, aux événements ou aux projets collectifs,
- ✓ ainsi que des permanences ponctuelles de partenaires extérieurs, tels que la Mission Locale Cœur Val d'Oise, ou l'association HEVEA-ADPJ qui viendront enrichir l'offre d'accompagnement proposée ;

**Considérant** que certaines activités spécifiques, qu'il s'agisse de projets encadrés, d'ateliers thématiques, de sorties ou de dispositifs structurants, peuvent nécessiter une inscription préalable, décidée en fonction de la nature de l'action et des capacités d'accueil. L'équipe Jeunesse se tient alors à disposition pour accompagner les jeunes dans cette démarche et veiller à garantir l'équité d'accès à ces propositions.

**Considérant** que la Maison de la Jeunesse est un espace ouvert à tous, en accès libre et gratuit, avec une priorité donnée aux jeunes âgés de 11 à 25 ans.

**Considérant** les horaires de la Maison de la Jeunesse :

- ✓ Accueil du public :  
du lundi au jeudi : de 12h00 à 18h00 (sans interruption),  
le vendredi : de 12h00 à 22h00.
- ✓ Accueil du Service information jeunesse :  
du lundi au mercredi de 14h30 à 18h00,  
le jeudi du 15h00 à 18h00,  
le vendredi de 15h30 à 17h30 sur rendez-vous.

**Considérant** que cet avenant au protocole définitif, validé en conseil municipal du 19 décembre 2019, a été soumis à l'avis du comité social territorial du 4 novembre 2025 ;

**Considérant** l'avis rendu par la Commission n°2, Cadre de vie, Ressources, Sécurité et Intercommunalité en date du 4 novembre 2025.

Après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire,

Ce dossier n'ayant fait l'objet d'aucun débat contradictoire.

## **DÉLIBÈRE**

### **Article 1er :**

L'avenant au protocole d'aménagement du temps de travail, ci-annexé, est approuvé.

**Article 2 :**

Madame le Maire est autorisée à signer l'avenant au protocole joint.

**Article 3 :**

Les modalités définies au terme de l'avenant au protocole annexé sont retranscrites au sein dudit protocole d'aménagement du temps de travail.

**Article 4 :**

La délibération n° 162-2019-RH01 du 19 décembre 2019 est modifiée en conséquence.

**Article 5 :**

Madame le Maire est chargée de l'exécution de la présente délibération, dont ampliation sera adressée au représentant de l'État dans le département et au comptable public.

**Article 6 :**

La présente délibération sera publiée de manière dématérialisée sur le site internet de la Commune et inscrite au registre des délibérations du Conseil municipal de la ville de Taverny.

**Article 7 :**

La délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Taverny dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de manière dématérialisée, sur le site internet de la Commune, disponible à l'adresse suivante : <https://www.ville-taverny.fr>.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4 boulevard de l'Hautil à Cergy-Pontoise (95027) dans un délai de deux mois à compter de la publication de la délibération ou à compter de la décision de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le tribunal administratif peut également être saisi directement par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

**DÉLIBÉRATION MISE AUX VOIX**

Adoption à l'unanimité

Pour : 33

Abstention : 1 (Y. BAETA)

**POUR EXTRAIT CONFORME,**

**Le Maire,**



**Florence PORTELLI**